

## LA DECOLONISATION ET SES CONSEQUENCES

MONTHERLANT, *le Maître de Santiago* « les colonies sont faites pour être perdues. Elles naissent avec la croix de la mort au front ».

Le processus de décolonisation débute réellement en 1945. Des **phénomènes précurseurs** avaient existé, notamment à Saint Domingue (île actuelle d'Haïti avec Toussaint Louverture). Mais à cette seule exception, jusqu'alors les **nouveaux indépendants étaient toujours des blancs**, des descendants des colons hispaniques (Brésil, Argentine, Caraïbes) ou anglais (Etats-Unis).

La décolonisation puise sa **source dans le système colonial**, dont les bases posaient une contradiction insoluble : d'un côté le désir de civiliser, de l'autre la privation des droits liés à cette civilité. **L'affaiblissement des métropoles après la guerre, l'émergence de puissances hostiles à la colonisation, la création de l'ONU** sont autant d'éléments favorables à l'expression des revendications d'émancipation. D'une certaine manière, ce mouvement procède de l'Europe à bien des égards.

Si, dans un grand nombre de cas, les indépendances découlent d'un processus de **négoce**, elles peuvent également se dérouler dans la **violence** et le déchirement. Mais, quelles que soient ces modalités, la décolonisation est un mouvement irrésistible. En moins d'un quart de siècle, les métropoles européennes perdent l'essentiel de leurs colonies. L'Asie accède à l'indépendance de 1945 à 1955, et l'Afrique de 1955 à 1975.

Les pays nouvellement émancipés ont **recouvré leur souveraineté politique, mais ils se heurtent à de nombreuses difficultés**. Le Tiers Monde, entité qui a cherché à s'affirmer dans un monde bipolaire, est traversé par de multiples contradictions, notamment entre des **courants traditionalistes et d'autres plus modernisateurs**. Il entend changer les règles de la guerre froide et du commerce mondial. La crise des années 1970 est venue briser les solidarités.

Le chapitre est donc complexe car il brasse un grand nombre de questions : la décolonisation découle de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide dont elle devient un enjeu, et elle jette la base d'une nouvelle hiérarchie économique mondiale avec le regroupement au sein d'un ensemble hétérogène de pays en mal développement.

**Problématique : quels furent les rythmes, les causes et les formes de la décolonisation ? Quelles difficultés ont rencontré les indépendantistes et les nouveaux Etats du « tiers monde » pour s'affirmer ? Les liens tissés entre colonies et métropoles ont-ils réellement disparu ?**

# I-DANS QUEL CONTEXTE LES PEUPLES COLONISES ONT-ILS PU REVENDIQUER LEUR EMANCIPATION ?

## 1-Quelle fut l'impact des deux guerres mondiales sur les peuples colonisés ?

La participation à la grande « guerre civile européenne » a bouleversé la perception que les colonisés avaient de leurs colonisateurs: ils sont au cœur du processus de guerre totale car ils sont mobilisés directement pour les combats. Les tirailleurs sénégalais découvrent dès 1915 la neige et le froid ardennais. Les tirailleurs marocains et algériens, en renforçant les forces alliées (comprenant notamment bon nombre de Polonais), aident à prendre le Mont Cassin et ouvrent ainsi la voie à la reconquête de Rome et de l'Italie. Pendant la 2<sup>e</sup>GM, 2M d'Indiens combattent au service de sa Majesté, 520 000 hommes sont mobilisés en Afrique française.

R.Rémond voit apparaître dans le sillage de ce conflit « *une expression élémentaire d'un patriotisme encore peu élaboré* » des peuples indigènes, à travers une réflexion sur l'identité qui s'est nourrie du contact avec les Européens. Il existe donc une **filiation entre la colonisation et la décolonisation car :**

1/au contact des colonisateurs les colonisés se voient différents et **prennent conscience de leur identité singulière**. Souvent cela va s'accompagner d'une remise en valeur du passé, des rites et de la religion. Ce mouvement est donc plutôt tourné vers le passé et prend appui sur les grandes rébellions coloniales ( guerre d'Aceh à Sumatra, guerre du Rif au Maroc, Indochine, Cipayes en Inde...)

2/ils empruntent à l'Europe une **idéologie, une philosophie qui va nourrir et inspirer leurs mouvements indépendantistes**.

Pour lui, ce processus d'émancipation des nationalités, né depuis 1848 en Europe, est enclenché par la 1<sup>re</sup>GM dans les colonies. Il achève le processus commencé en Europe avec la dislocation des monarchies puis des empires.

La **Seconde Guerre mondiale parachève cette construction identitaire**. Le **général De Gaulle**, dans son appel du 18 juin affirme que la guerre n'est pas terminée ni perdue grâce à l'appui des alliés de la France et surtout grâce à ses colonies... A **Brazzaville** en février 1944, il s'est prononcé dans un célèbre discours pour l'émancipation des peuples colonisés, pour leur **autodétermination**.

Ses propos semblent vérifiés par les faits puisque le débarquement de Provence, reposant en grande partie sur les « indigènes », est le point de départ de la reconquête et de la Libération de Paris. Ben Bella (partir du texte de R.Merle ci-dessous), soldat français durant cette période, constate que malgré cet impôt du sang payé par les colonisés, et bien que les balles ne fassent pas de différences, les inégalités entre métropolitains et coloniaux demeurent plus présentes que jamais : des primes à la popote, du courrier à l'avancement, tous les actes du quotidien reposent sur la discrimination institutionnalisée par les différents codes de l'indigénat.

Ahmed Ben Bella explique son enrôlement dans l'armée française :

[Ben Bella. Héros de l'armée française, cité deux fois à l'ordre de l'armée, deux fois à l'ordre de son régiment, décoré par de Gaulle en juillet 1944, est un des fondateurs du Front national de Libération (FLN) en 1954 et le premier président de la République algérienne indépendante à partir de 1962.]

*“L'occupation de l'Afrique du Nord par les Alliés laissait présager qu'on allait mobiliser les réservistes. Je fus appelé au cours de l'été 1943 et versé au 6e tirailleur algérien, à Tlemcem. Quel contraste avec le 141e de Marseille ! Au 6e tirailleur, l'inégalité entre gradés algériens et gradés français était flagrante. Deux mess distincts pour les deux catégories d'officiers, deux popotes séparées pour les sous-officiers. Nos assiettes n'avaient pas le droit de fraterniser avec les assiettes de Français de grade égal. Nos verres n'avaient pas le droit de trinquer avec les leurs, même si les leurs contenaient du vin et les nôtres de l'eau. Je passe sur la gêne et les humiliations que cette ségrégation entraînait. Les Algériens la supportaient de plus en plus mal. Pour les peuples sous domination coloniale, l'année 1940 avait éclaté comme un coup de tonnerre. L'Histoire sortait de ses voies traditionnelles et, tout d'un coup, s'arrêtait. Les frontières étaient franchies, les Etats s'écroulaient, tout était remis en cause. Nous sentions que l'Algérie ne pouvait pas rester à l'écart des grands bouleversements du siècle. Nous avons l'impression de nous réveiller d'un long sommeil et de nous redresser à demi, la main appuyée sur le sol qui avait appartenu à nos pères.”*

Robert Merle, *Ahmed Ben Bella*, Gallimard, 1965.

Attention néanmoins au discours actuel sur la mortalité des contingents indigènes : en proportion les soldats des colonies enrôlés dans l'armée française n'ont **pas été plus sacrifiés que les autres : mais, également touchés, ils revendiquent légitimement une égalité de droits.**

**Document 2.**

Les chiffres diffèrent d'un ouvrage à l'autre, la plupart des sources énumérant uniquement les différentes divisions ayant participé aux conflits. Nous donnons ici un tableau extrait du livre : *Mémoire et vérité des combattants d'Afrique française du Nord : Livre blanc*, L'Harmattan, 2001. Nous y avons ajouté certains chiffres issus d'autres sources en italique.

	Troupes mobilisées en 1914-1918	Pertes en 1918	Troupes mobilisées en 1939-1940	Pertes en juin 1940	Troupes mobilisées entre 1942 et 1945	Pertes en 1945
Afrique du Nord	218 000 (2%)	36 000 (16%) + 22 000 Français d'Algérie	180 000 (1,2%)	5 400 (3%)	233 000 (1,2%) + 176 000 Français d'Algérie (16%)	11 200 (4,8%)
Afrique noire	189 000 (1,6%)	30 à 35 000 (15%)	132 000 (0,7%)	17 500 (13%)	100 000 (0,5%)	4 000 ? (5%)
Français	7,8 millions (20%)	1,38 million (16%)	4,7 millions (11%)	115 000 (2,4%)	700 000 (1,7%)	40 000 (6%)

NB : Pour les troupes mobilisées, les pourcentages se rapportent à la population globale  
Pour les pertes, les pourcentages se rapportent aux effectifs cumulés

Par ailleurs, la **guerre a ridiculisé le colonisateur** : en Asie du sud-est, les Japonais ont humilié les colonisateurs blancs en vainquant les Russes en 1905, puis en contenant longtemps les alliés pendant la 2<sup>ème</sup> GM. Ils ont détruit les institutions coloniales, supprimé les langues européennes et l'armature administrative, judiciaire et scolaire hollandaise. Ils remettent le pouvoir à Bao Daï au Vietnam après l'avoir repris aux Français.

**2-En quoi la guerre froide permet-elle aussi de repenser le rôle et le statut des colonies ?**

**1945 est une année 0, occasion de redistribuer toutes les cartes du jeu diplomatique mondial** ... Les anciennes puissances européennes, affaiblies et décrédibilisées par la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, sortent exsangues de la 2<sup>ème</sup>. La montée en puissance des totalitarismes, les horreurs de la guerre ont **remis en cause l'idée d'une « civilisation des mœurs »** (N.ELIAS) et surtout d'une supériorité du Blanc sur le Noir.

Le monde n'est plus centré sur cette Europe vaniteuse et nourrie de l'humanisme des Lumières. Le nouveau monde se trouve sans centre de gravité, mais écartelé entre deux nouveaux grands, les Etats-Unis et l'URSS, pour lesquels l'Europe devient un enjeu de pouvoir plus qu'un partenaire.

Or les deux superpuissances, opposées en tous points, ont au moins un terrain d'entente : elles se présentent comme deux leaders de l'anti-colonialisme, de l'anti-impérialisme. Les Etats-Unis ont pour eux leur passé colonial, puisqu'ils se sont façonnés par la guerre livrée à l'Angleterre pour gagner leur indépendance. En outre, la Charte de l'Atlantique qu'ils co-signent avec le Royaume-Uni entérine le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et « condamne le racisme ». Néanmoins, là où le Royaume-Uni n'y voit qu'une application pour les peuples soumis au joug nazi, Roosevelt pense déjà une décolonisation globale. Les Soviétiques ont pour eux l'idéologie marxiste qui prône alors un internationalisme fondé sur l'égalité des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes. L'heure est inévitablement à la décolonisation.

Dans la pratique, les deux puissances sont cohérentes par rapport à leur schéma de pensée théorique : l'URSS soutient les mouvements d'émancipation radicaux qui préconisent une rupture violente avec l'ordre ancien. Les Etats-Unis, qui redoutent de voir les pays nouvellement émancipés tomber dans le camp communiste, tentent de promouvoir une décolonisation négociée. Dès 1934 ils proposent l'indépendance aux Philippines qu'ils ont reconquis sur les Espagnols en 1898. Chacun essaie de se poser en conciliateur dans les différends coloniaux. Mais l'URSS jouit d'un prestige supérieur.

### 3-Comment dans ce contexte s'affirment des nationalismes de mieux en mieux structurés ?

**Document 3** : A.DEMANGEON, *L'Empire britannique*, A.Colin, 1931. "Le continent africain n'échappe pas à la même évolution; les idées d'autonomie pénètrent dans la société nègre. Dans un congrès national qui se réunit à Accra, au début de 1920, on put entendre les revendications des indigènes de l'Afrique occidentale: ils ont trouvé des porte-parole parmi une classe très curieuse de nègres appelés *The Educated Natives* . Ces indigènes de Gold Coast, de Lagos, de Sierra-Leone, de Bathurst, assimilés presque complètement par la civilisation anglaise, ont la même langue, la même religion, les mêmes lois, les mêmes moeurs que les Anglais; habitant les villes, ils s'emploient comme fonctionnaires et comme agents commerciaux; on les voit aussi s'avancer vers l'intérieur, le long des voies ferrées, avec la civilisation et les intérêts britanniques qu'ils véhiculent et qu'ils servent comme interprètes et comme secrétaires. Mais, ils n'ont pas perdu le sentiment de race et ils soutiennent la cause de leurs frères; ils réclament depuis longtemps des libertés politiques; ils en propagent la notion dans toute l'Afrique occidentale. En 1920, ils réussissaient à réunir des délégués de tous les pays en un congrès qui demanda l'établissement du *self-government* dans l'Afrique occidentale et protesta contre l'inégalité des races (...)."

**Document 4** : A.Césaire, *Discours sur le colonialisme*, 1950. p. 11-12 : "Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois qu'il y a eu au Viêt-nam une tête coupée et un oeil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ces traités violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives

tolérées, de tous ces prisonniers ficelés et "interrogés", de tous ces patriotes torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, de cette lactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent.(...)Il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXème siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon (...).

Pour terminer ce tour d'horizon des nouvelles relations internationales, il ne faut pas oublier **la naissance et l'affirmation de l'ONU** : créée à San Francisco en juin 1945, elle diffuse les principes qui prônent l'égalité entre les peuples. Cette position encourage naturellement les aspirations formulées par les mouvements d'émancipation. Par la suite, l'ONU se fera le relais des pays du tiers monde et tentera de les sortir de l'isolement diplomatique.

**Document 5** : Acte de fondation de l'ONU (1945)

Les buts des Nations Unies sont les suivants :

- 1) Maintenir la paix et la sécurité internationale et, à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces sur la paix (...)
  - 2) Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des peuples et de leur droit à disposer d'eux mêmes (...).
  - 3) Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire.
  - 4) Etre un centre où s'harmonisent les efforts des Nations unies vers ces fins communes »
- Article 1 de l'acte de fondation de l'ONU adopté le 26 juin 1945.

**Document 6** : E.J.HOBSBAWM, *l'Âge des extrêmes, histoire du court XXè siècle*, pp 268-270

« Inversement les idéologies, les programmes, les méthodes et les formes mêmes d'organisation politique qui inspirèrent l'émancipation des pays dépendants ou attardés étaient tous occidentaux : libéraux, socialistes, communistes et/ou nationalistes, laïcs et méfiants à l'égard du cléricalisme. De même avaient-ils recours aux moyens élaborés pour les besoins de la vie publique dans les sociétés bourgeoises : presse, réunions publiques, partis, campagnes de masse, même quand le discours adopté se fondait, et devait se fondre, dans le vocabulaire religieux des masses. Autrement dit, l'histoire des auteurs des transformations du tiers monde au cours de ce siècle est celle d'élites minoritaires, parfois même minuscules car (...) seule une couche infime possédait les connaissances et la formation requises, ou même les bases les plus élémentaires (...). Ce qui ne signifie en aucune façon que les élites occidentalises acceptaient toutes les valeurs des Etats et des cultures qu'ils prenaient pour modèles. Personnellement, leur point de vue pouvait aller d'une assimilation à 100% à une méfiance profonde à l'égard de l'Occident, associée à la conviction qu'il fallait adapter ses innovations pour conserver ou restaurer les valeurs spécifiques de la civilisation indigène. (...) Les perspectives des élites du tiers monde et celles de la masse de leurs populations divergeaient très fortement, sauf dans la mesure où le racisme blanc (nord-atlantique) créaient un lien de rancœur que pouvaient partager maharajahs et balayeurs. »

**Les élites indigènes, formées dans les universités occidentales et notamment françaises, ont conscience des évolutions récentes de ce monde, et pensent pouvoir peser dans ces nouvelles relations internationales.** Elles ont selon R.Rémond « *pris conscience de leur identité* ». Les apôtres de la décolonisation sont passés par ces temples humanistes que sont les grandes écoles occidentales : Senghor et Césaire, les chantres de la négritude, se sont côtoyés sur les bancs de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm et sont parmi les premiers à réussir l'agrégation de grammaire. Gandhi a fait des études de droit à Oxford, tout comme Nehru. Il faut noter que comme dans chaque volonté de réformer, les réformateurs sont souvent issus de la culture qu'ils pourfendent...

Ces **mouvements d'indépendance sont souvent anciens** : le Parti du Congrès en Inde a été formé en 1885. En Indochine, la contestation contre l'ordre colonial se développe dès 1920. Au Maghreb et au Proche Orient, les mouvements nationalistes se nourrissent du panarabisme, qui apparaît comme une volonté de retour aux valeurs traditionnelles tout en incarnant un désir de modernité et de progrès social. On retrouve des courants similaires en Afrique, où l'on parle de « négritude » et « d'africanité ». A.Césaire, dans son *Discours contre le colonialisme*, critique fortement « l'oeuvre colonisatrice » et fait de la colonisation un crime contre l'humanité reposant sur la même logique raciale que le nazisme

En revanche, ils adoptent des **stratégies différentes car leurs inspirations sont diverses** : le Parti du Congrès est le fait d'une élite cultivée, pétrie de **valeurs anglo-saxonnes**, qui formule des revendications directement inspirées de la métropole. L'autre grande source d'influence reste le **communisme** international, essentiellement à l'oeuvre en Indochine. L'émancipation des peuples dominés est un impératif aussi exigeant que la lutte des classes pour eux. Les **socialistes** enfin, ont des préoccupations plus sociales, populaires, militantes, beaucoup venant du syndicalisme.

Certains mouvements tentent de faire une **synthèse** entre les différentes sources d'inspiration, alliant nationalisme, patriotisme et communisme. On retrouve ainsi des références au socialisme dans de nombreux mouvements d'Afrique noire ou du Maghreb. Les stratégies qui en découlent sont multiples : certains prônent la négociation et le maintien de relations privilégiées avec l'ancienne métropole une fois l'indépendance acquise, comme l'Inde. D'autres au contraire aspirent à la rupture. Dans ce cas, les stratégies violentes ne sont pas exclues. Dans tous les cas les meneurs de ces mouvements vont évoluer : les **premiers contingents sont majoritairement issus des élites locales, bourgeoises, occidentalisées par leur formation. Les générations suivantes puisent davantage dans les éléments populaires.**

#### Croquis simple sur les mouvements indépendantistes ( Inde, AFN)

Les mouvements indépendantistes doivent rallier à leurs perspectives modernisatrices les forces les plus conservatrices de leur société. Conscients de la difficulté de la tâche certains fondent leur idéologie sur le rejet de ce traditionalisme, notamment Bourguiba opposant au Vieux Destour le Neo Destour, Sun Yat Tsen en Chine en fondant le Guomindang, ou Gandhi en Inde avec le parti du Congrès.

Quelle que soit leur stratégie, force est de constater que ces mouvements accèdent à une **audience nouvelle** : en Inde, le Parti du Congrès lance dès 1942 le **mouvement Quit India**. L'année suivante, Ferhat ABBAS, à la tête du **MLN** (mouvement de libération nationale) publie le *Manifeste du peuple algérien*. Au Maroc, **l'Istiqlal** ( indépendance) est constitué par des nationalistes et tacitement encouragé par Roosevelt. En Tunisie, Habib Bourguiba revendique en 1943 « l'autonomie intérieure de la nation tunisienne » par le mouvement du **Neo-Destour** tout en restant fidèle à la France libre. Des émeutes éclatent en Algérie, dans la région de Sétif ( à Sétif et Guelma), *le 8 mai*, jour même de la capitulation allemande. 88 Européens et plusieurs milliers d'indigènes en sont victimes. Elles sont

violemment réprimées. Dans le même temps, Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam et Soekarno celle de l'Indonésie deux jours après la capitulation du Japon ( septembre 1945).

Deux **attitudes en réponse : l'acceptation et le refus**. La **Grande Bretagne accepte assez facilement** la rupture du lien de sujétion politique, dans la mesure où ses intérêts économiques sont préservés. Dans un grand nombre de cas, l'indépendance est octroyée sans heurts et la plupart des colonies émancipées continuent d'entretenir des liens privilégiés avec la Grande Bretagne dans le cas du Commonwealth. Dans d'autres cas les métropoles ont adopté des **attitudes de fermeture** et refusé de reconnaître les aspirations des peuples dominés. Ce n'est **pas une spécialité française !** C'est par la force que **les Pays Bas ou la Belgique** ont tenté de sauvegarder leurs intérêts en Indonésie et au Congo. L'attitude choisie dépend des enjeux stratégiques et économiques. C'est une attitude de fermeté qui est choisie par la France en Indochine où se pose la question de l'endiguement du communisme, et en Algérie où l'existence d'une forte communauté européenne ( les pieds-noirs) rend l'affrontement inévitable. Néanmoins, au-delà de l'attitude des pouvoirs publics, une **vague anticolonialiste se développe dans les métropoles** : elle est entretenue par les intellectuels, les Eglises ou les groupes catholiques, notamment les partis communistes. Ces mouvements dénoncent les abus des colonisateurs, au nom des droits de l'homme. De plus, certains milieux d'affaires prennent position en faveur de l'émancipation, qui permettrait une efficacité économique accrue.

## **II-COMMENT S'EST DEROULE L'ACCES A L'INDEPENDANCE ?**

L'accès à l'indépendance sera globalement réalisé en une **vingtaine d'années**. Les **peuples d'Asie accèdent les premiers à l'indépendance**. En 1945, seule la Thaïlande est indépendante mais en une décennie presque toutes les colonies d'Asie orientale deviennent souveraines. Ce mouvement s'est nourri des fortes traditions culturelles et de « l'asiatisme », prise de conscience de la solidarité de peuples autrefois dispersés, unis dans une même opposition à la domination de la civilisation européenne. A l'Asie on ajoutera le cas du **Moyen Orient, qui s'émancipe aussi à la même période**.

Cette **décolonisation réussie va catalyser les revendications des peuples dominés d'Afrique** ; ce mouvement se nourrit de deux influences. La première est la volonté de rénovation de l'Islam. La seconde vient du mythe de l'unité arabe. Le cas est un peu différent en Afrique noire où l'africanisme s'appuie sur le souvenir des cultures précoloniales, sans pour autant déboucher sur des nationalismes au sens européen du fait des nombreuses divisions ethniques.

**Document 7** : Discours d'Harrold Mac Millan, Premier Ministre du Royaume-Uni devant le Parlement sud africain, le 3 février 1960. In *Public record office, Cabinet Papers*.

Au 20<sup>ème</sup> siècle et particulièrement depuis la fin de la guerre, l'évolution qui a donné naissance aux Etats-nations en Europe s'est répétée dans le monde entier. Nous avons vu l'éveil de la conscience nationale dans des peuples qui avaient vécu jusque là dans la dépendance d'autres puissances. Il y a quinze ans, le mouvement se propagea à travers l'Asie. De nombreux pays, de races et de civilisations différentes, exprimèrent leur désir d'une existence nationale indépendante. Aujourd'hui, la même chose se produit en Afrique. Il prend des formes différentes selon les endroits, mais il se manifeste partout. Le vent du changement souffle à travers ce continent et, que nous le voulions ou

non, ce développement de la conscience nationale est un fait politique. Nous devons l'accepter ainsi et notre politique nationale doit en tenir compte.

(...)Le monde est aujourd'hui divisé en trois groupes. Le premier constitue ce que nous appelons les puissances occidentales. Vous, en Afrique du sud et nous en Grande Bretagne, nous appartenons à ce groupe, de même que nos amis et alliés du Commonwealth. Aux Etats-Unis et en Europe, nous l'appelons le monde libre. Deuxièmement il y a les communistes, la Russie et ses satellites en Europe, et la Chine (...). Troisièmement, il y a ces parties de la planète dont les populations ne sont engagées, ni du côté communiste, ni du côté occidental.

Dans ce contexte nous devons d'abord penser à l'Asie, puis à l'Afrique. Je suis persuadé que la Grande question de cette seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle sera de savoir de quel côté, Est ou Ouest, se tourneront les peuples non engagés d'Asie et d'Afrique. Seront-ils dans le camp communiste ? Ou bien les expériences considérables de self-government qui ont été réalisées en Afrique et en Asie, particulièrement dans le Commonwealth, s'avèreront-elles si réussies et par leur exemple si irrésistibles, que la balance penchera du côté de la liberté, de l'ordre, et de la justice.

### **1- Qui prend la parole ici et dans quel but ?**

1<sup>er</sup> Ministre GB ? 1<sup>ère</sup> puissance coloniale du 20<sup>e</sup> siècle, énonçant en politique extérieure la ligne de son gouvernement devant le parlement sud-africain. L'Afrique du sud est alors un dominion britannique. Il s'interroge sur le devenir politique des nations nouvellement indépendantes.

### **2- Comment décrit-il les formes d'émancipation de l'Asie et de l'Afrique ?**

-contexte : impact de la 2<sup>e</sup>GM

-processus de décolonisation qui s'accélère, les colonies d'Asie d'abord, d'Afrique ensuite : « le vent du changement souffle »

-ex GB : l'Inde indépendante en 1947-48 qui se scinde immédiatement pour former l'Union indienne et le Pakistan. Beaucoup de pb en Malaisie en revanche.

-ex PB : Indonésie obtient l'indépendance en 1949 par la force (Soekarno)

-ex FR : Indochine indépendante au prix d'une guerre de 8 ans... (1946-54). Problématique en Afrique avec la guerre d'Algérie (54-62), négociée au Maroc et en Tunisie (1956).

### **3- Quelle est l'attitude des puissances coloniales ?**

-contexte = GF, GB et France critiquées par les grandes puissances notamment après la crise de Suez.

-GB met en place des assemblées locales de gestion du territoire qui favorise le passage de l'émancipation à l'indépendance : le futur Ghana ( Gold Coast) est proposé comme modèle d'émancipation réussi en 1957. Les anciennes possessions britanniques conservent des relations privilégiées avec la GB dans le cadre du Commonwealth.

-de même la France propose une politique conciliante en Afrique noire avec la loi cadre Defferre de 1956 et la création de la communauté française par de Gaulle en 1960.

### **4- Quel nouveau contexte international se dessine et comment va-t-il évoluer ?**

-contexte : rappel de la bipolarisation du monde depuis le début de la GF en 1947 : il fait allusion à la naissance d'un 3<sup>e</sup> monde entre le capitalisme et le socialisme.

-ce 1/3 Monde s'affirme au moment de la conférence de Bandoeng en 1955 et aboutit à la conférence de Belgrade en 1961 sur le non-alignement. Mais certains pays vont choisir rapidement de se faire aider par l'une des deux superpuissances. Le Pakistan est allié aux Etats-Unis, le Vietnam du nord est soutenu par l'URSS.



## 1-Pourquoi l'Asie est-elle le premier continent à « s'être réveillée » (R.Rémond)?

La précocité de la décolonisation asiatique pourrait laisser penser à la facilité de l'accès de ces colonies à l'indépendance ; il n'en est rien.

### Les causes :

1/ **culturelles** : ils n'ont pas de complexe d'infériorité par rapport aux Occidentaux, car leur histoire comme leur culture est très ancienne (Chine inventeur de la poudre, du canon, du papier), une histoire très large et diverse dont ils n'ont pas perdu le souvenir.

2/**politiques** : on a en Asie de grands ensembles politique organisés, contrairement aux multiples ethnies africaines.

3/**géopolitiques** : l'Asie a été en relation avec l'Europe plus précocement.

Ce réveil a été étendu dans le temps : au Japon cela commence dès l'ère Meiji en 1868 et s'achève avec la victoire de 1905 sur les Russes ; en Chine il faut attendre le XX<sup>e</sup> siècle et la guerre des Boxers, en Inde il faut attendre 1947, près d'un siècle après la guerre des Cipayes.

### L'indépendance « planifiée » de l'Inde britannique :

Partir de la carte 1 page 162 du Bréal.

Le **Royaume-Uni se montre assez tôt ouvert à l'idée d'une indépendance** pour les différentes parties de son empire, mais les conflits intercommunautaires entravent le processus. En 1906 le Congrès indien revendique le self rule qui n'intervient en réalité que grâce à la constitution de 1935. Néanmoins une classe politique prête à prendre la relève, totalement indigène mais occidentalisée dans ses pratiques, a été formée. En Inde, **l'indépendance acceptée par la métropole aboutit à une guerre civile**. Suite aux fortes revendications nationalistes et aux exigences de Gandhi ( Quit India, désobéissance civile), et dans le prolongement des réformes pragmatiques d'avant guerre, le gouvernement travailliste d'Attlee se résout à organiser l'indépendance.

Du côté indien deux conceptions s'opposent : le **parti du Congrès** de GANDHI et NEHRU veut conserver l'unité de l'Inde.

Du côté de la **Ligue musulmane** d'Ali JINNAH, on veut la partition en deux Etats séparés, l'un hindouiste, l'autre musulman, pour ne pas être minoritaire. Les Britanniques se placent en arbitre : le vice-roi des Indes, Lord MOUNTBATTEN, orchestre l'indépendance qui aboutit en août 1947 la création de 2 Etats : l'Union indienne hindouiste et le Pakistan musulman. 600 princes, après s'être vu reconnus leurs titres et leurs propriétés, rejoignent cette Union. Mais les transferts de population musulmane donnent lieu à des affrontements sanglants, se soldant par près de 1M de morts et 12M de déplacés. La situation était d'autant plus complexe que les deux Pakistan étaient distants de près de 1700 kms. Gandhi, qui prêchait la tolérance entre les communautés, est assassiné en 1948 par un fanatique hindou. Les relations indo-pakistanaïses demeurent encore tendues à propos du Cachemire, province revendiquée par les deux pays. En 1954, la France cède à l'Inde les comptoirs qu'elle conservait là-bas (Pondichéry, Chandernagor, Yanaon, Karikal, Mahé).

**L'indépendance de l'Inde entraîne celle des autres colonies anglaises britanniques entre 1947 et 1962** : la décolonisation de la **Malaisie** se déroule de manière dramatique. Cette colonie est tenue d'une main de fer par la Grande Bretagne qui y voit des ressources importantes en étain et en hévéa, et refuse de laisser l'indépendance. Stratégiquement le détroit de Malacca est aussi une position clef pour les Anglais. En 1946, les Anglais se heurtent aux sultans locaux mais aussi aux Chinois et aux Malais, ethnies principales. Ce sont essentiellement les Chinois qu'il leur faudra combattre : ils doivent mobiliser 50 000 militaires et 60 000 policiers, plus 200 000 locaux. Il faudra dix ans de lutte menée par les communistes (guérillas) pour que la Malaisie (1957) et Singapour (1962) soient indépendantes. Après une brève union (1963-65), la Malaisie et Singapour se séparent. En revanche, l'émancipation de **Ceylan et de la Birmanie en 1948** a lieu pacifiquement. Ces nouveaux Etats entrent dans le Commonwealth, et conservent des liens économiques privilégiés avec leur ancienne métropole (statut de Westminster, 1931 – indépendance des dominions mais préservation de liens éco).

### **L'indépendance difficile des Indes néerlandaises.**

Le refus des Pays Bas d'accorder leur indépendance à l'Indonésie est à l'origine d'une guerre qui a pris une dimension internationale.

**SOEKARNO** ( ou SUKARNO), leader du mouvement nationaliste, se bat pour l'indépendance. L'aide des Japonais, qui occupèrent l'archipel pendant la 2<sup>e</sup>GM, lui permet de proclamer l'indépendance en août 1945. Les Hollandais veulent alors reprendre l'archipel et ses 60M d'habitants, riche en caoutchouc, pétrole, minerais, coton. Ils créent en 1947 une Fédération d'Indonésie, en confiant la gestion de Java aux Indonésiens et en conservant les autres territoires. Mais les tensions restent fortes entre ces deux parties de l'archipel. La reconquête militaire hollandaise échoue (1948-49), du fait de la pression exercée par l'ONU et les Etats-Unis. En **novembre 1949, les accords de la Haye reconnaissent la souveraineté des Etats-Unis d'Indonésie**, présidés par Soekarno. Les Hollandais ne conservent que la partie occidentale de la Nouvelle Guinée, qui deviendra indonésienne en 1962.

### **La guerre d'Indochine ( 1954-62)**

La France ne veut pas renoncer à ses possessions indochinoises malgré le mouvement de décolonisation amorcé autour d'elle. Des troubles ont déjà eu lieu dans les années 1930 : mutineries de travailleurs annamites, jacqueries...

Le **mouvement nationaliste est dirigé par un instituteur, HO CHI MINH**. C'est le **Vietminh**. A la différence de l'Indonésie, il participe à la libération du territoire sans compromission avec le Japon. Le 2 septembre 1945, Hô Chi Minh contrôle le Tonkin, au nord du territoire de l'Indochine, et il proclame l'indépendance de la République démocratique du Vietnam. Utiliser la [carte du Bréal, 2 page 163](#). La France hésite entre négociation et répression. Elle est prête à faire des concessions en accordant l'autonomie politique mais refuse de remettre en question sa souveraineté. En 1946, l'accord Sainteny-Hô Chi Minh reconnaissent le Vietnam comme un « Etat libre au sein de l'Union française ». Mais Hô Chi Minh souhaite l'indépendance d'un Vietnam unifié, englobant les trois

provinces du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine. Les Français l'en empêchent en suscitant la création d'une République de Cochinchine acquise à la France (action de d'ARGENLIEU, soutenu par les colons, les commerçants et les administrateurs français). Les incidents se multiplient et la France durcit sa position en bombardant le port d'Haïphong le 23 novembre 1946. Le Vietminh riposte en massacrant 200 Européens à Hanoï en décembre 1946, puis en poursuivant le combat dans la clandestinité sous la forme de guérillas révolutionnaires. **De 1946 à 1949, la guerre d'Indochine est une guerre coloniale. A partir de 1949, elle devient un épisode de la guerre froide.**

A partir de 1950, la guerre prend une nouvelle dimension dans le contexte de la guerre froide. La victoire du communisme en Chine en 1949 et le conflit coréen modifient les rapports de force. Le Vietminh est soutenu par l'URSS et la République populaire de Chine, alors que la France est appuyée par l'aide financière des Etats-Unis, inquiets de l'expansion communiste. Mais l'opinion française soutient peu cette guerre lointaine.

Le 7 mai 1954, les troupes françaises, prises au piège dans la cuvette de Dien Bien Phu, doivent capituler. Le gouvernement de Pierre MENDES France entame des négociations. Le 21 juillet 1954, les accords de Genève mettent fin à la phase française du conflit. Ils organisent l'indépendance au Laos, au Cambodge et au Vietnam, qui est divisé en deux le long du 17<sup>ème</sup> parallèle : le Vietnam nord, communiste, de Hô Chi Minh, et le Vietnam sud qui devient une République nationaliste pro-américaine sous la coupe de Ngo Din Diem, qui a renversé Bao Dai. La guerre a fait 30 000 morts côté français dont 11 000 légionnaires. Elle a tué 46 000 Indochinois. Les Américains prennent le relais de l'influence française, pour contenir le communisme. Le pays devient une zone d'affrontement des deux blocs où les tensions sont réactivées dès 1958, attisées par la guerre froide.

La décolonisation a démarré dans un contexte propice aux négociations, mais elle a souvent dégénéré en conflits. Elle a ouvert aux peuples colonisés d'Afrique les voies de l'indépendance.

## **2- La décolonisation du Moyen Orient aboutit-elle à l'unité du monde arabe ?**

Les **mêmes causes** sont à l'œuvre qu'en Asie :

1/recherche des origines et nostalgie de la grandeur des VI-XII<sup>ème</sup> siècles.

2/prise de conscience de la possibilité de retrouver son identité et son unité à la fois, en réunissant l'Uma.

3/réaction contre la domination étrangère, en s'inspirant de l'Europe, notamment de l'indépendance italienne et allemande.

Les **enjeux** de la décolonisation au Moyen Orient sont nombreux ( schéma) :

1/religieux tout d'abord car la région est le berceau des trois monothéismes. La région regroupe quantité de lieux saints ( Jérusalem, la Mecque).

2/C'est aussi un carrefour stratégique par sa position géographique centrale. La région des détroits au nord commande le passage de la Mer Noire à la Méditerranée. Le canal de Suez contrôle l'accès à la mer Rouge. Et le détroit d'Ormouz est le seul accès maritime au golfe arabo-persique.

### Les modalités

Depuis l'effondrement de l'empire ottoman consécutif à la 1<sup>re</sup>GM, la région est partagée entre les grandes puissances victorieuses : France et GB. Les populations arabes ayant été contraintes de se battre avec les puissances centrales, elles sont considérées comme défaites. Pendant la guerre, les puissances de l'Entente avaient pourtant encouragé les vellétés d'indépendance arabes, à l'image de Lawrence d'Arabie qui voulait constituer un royaume arabe. Pour eux les Arabes un rêve prend corps, celui de l'unité jumelée à l'indépendance. L'abolition du califat et la naissance de la Turquie moderne soulèvent les mêmes espoirs vite déçus. Rapidement des conflits vont éclater entre les deux principales familles régnantes, les Saoud (qui vont dominer l'Arabie saoudite) et les Hussein (présents en Irak et en Transjordanie).

Dans un second temps les Arabes puisent **une certaine unité dans l'opposition aux juifs ; malgré cela le panarabisme échoua** en dépit de personnalités fortes, successivement Nasser, Kadhafi ou Hussein. Le manque de leadership s'explique par plusieurs facteurs : d'abord le rôle encore fort de la GB (qui préside à la constitution de la Ligue arabe) et surtout les antagonismes idéologiques (sunnites/chiites) ou politiques (régimes autoritaires et conservateurs, régimes progressistes, monarchies...). On peut néanmoins définir l'arabisme et le panarabisme : le panarabisme est la réunion dans une même communauté de destins politiques de tous les Arabes. Sont arabes ceux qui sont, pour reprendre R.Rémond « imprégné(s) d'une culture commune liée à la diffusion de l'Islam ».

**Le Liban et la Syrie sont sous la coupe des Français**, ils sont administrés par la France mais ce ne sont pas des colonies. La **GB contrôle la Palestine, la Jordanie et l'Irak**. En 1917, le Premier Ministre britannique **BALFOUR** se prononce en faveur de la création d'un foyer national juif en Palestine, suscitant les espoirs du mouvement sioniste né à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle autour de T.HERZL. En 20 ans, près de 400 000 juifs se sont massés dans des colonies agricoles, les kibboutz (règles de vie et de travail communautaires). L'opposition des populations musulmanes locales conduit à la constitution d'une milice juive de défense, la Haganah. La GB s'inquiète des troubles suscités par cette immigration qui contribue à l'affirmation d'un fort nationalisme arabe.

Après la 2<sup>de</sup>GM, la **France doit quitter la Syrie et le Liban ; le problème est plus épineux en Palestine** où se côtoient 1,2M d'Arabes et 560 000 juifs dont l'Angleterre freine l'immigration pour maintenir des relations privilégiées avec les pays arabes (ainsi en 1947 l'*Exodus* chargé de 4500 passagers venus d'Europe centrale et orientale est refoulé de Palestine par les Britanniques).

Le mouvement nationaliste juif de l'Irgoun perpète alors des attentats contre la GB et des actions d'éclat pour peser sur l'opinion internationale. La GB doit confier la médiation à l'ONU qui décrète le partage de la Palestine en deux Etats, et la mise sous contrôle de l'ONU de la ville de Jérusalem. **Le 14 mai 1948, le leader juif BEN GOURION proclame la naissance de l'Etat d'Israël ; le lendemain, les troupes de la Ligue arabe** (association formée en 1945, elle associe l'Egypte, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Transjordanie, l'Arabie saoudite, le Yémen) **envahissent le jeune Etat, les Israéliens repoussent l'invasion et agrandissent leur territoire.**

### 3-Comment se déroule la décolonisation de l'Afrique ?

#### L'indépendance consentie des protectorats français nord-africains :

Le Maroc et la Tunisie connaissent une évolution similaire : après la guerre, le parti marocain de l'**Istiqlal** ( 114 000 militants dès 1951), que soutient le sultan Mohamed Ben Youssef, et le **Neo-Destour** du leader tunisien Bourguiba exigent tous deux l'indépendance de leur pays. Face à ces revendications, la France hésite et tente d'abord de répondre de la manière forte, avec les nouveaux Résidents (Juin et Guillaume). Après les émeutes de Casablanca qui causent la mort de 1000 Marocains (décembre 1952), BOURGUIBA est arrêté en 1952 et le sultan BEN YOUSSEF en 1953 (remplacé par son cousin BEN ARAFA). Ces répressions provoquent de fortes tensions. La résistance intérieure s'amplifie : 6813 attentats entre août 1953 et novembre 1955. La question marocaine s'internationalise avec l'appui apporté à l'opposition marocaine par les Etats arabes et asiatiques ainsi que l'Espagne dans le cadre des Nations Unies. Les accords de la Celle Saint Cloud permettent le retour du Sultan.

Les **indépendances sont proclamées en 1956 : pour éviter la guerre, le Président du Conseil, Pierre Mendès France, se rend à Tunis et à Carthage** et proclame « l'autonomie interne de l'Etat tunisien » le 31 juillet 1954. Bourguiba retourne le 1<sup>er</sup> juillet 1955 en Tunisie où l'indépendance est reconnue le 20 mars 1956. D'autre part, le gouvernement Edgar Faure entame les négociations avec le Maroc en 1955. Celui-ci devient indépendant le 2 mars 1956 et Mohamed Ben Youssef est intronisé roi sous le nom de Mohamed V, en 1957. Les deux pays conservent des relations de coopération avec la France.

#### La poudrière algérienne (1954-1962) :

Les origines du conflit sont multiples : l'Algérie, colonisée depuis 1830, est une colonie à laquelle la France reste attachée en raison de son histoire, et de son statut ( 3 départements qui dépendent du Ministère de l'Intérieur) et surtout parce que c'est la **seule colonie de peuplement** : un million de colons français sur 9M d'habitants, 80% sont nés en Algérie. De plus, la mise en valeur des gisements de pétrole et de gaz, la création du **centre d'essais nucléaires** de Reggane en renforcent l'importance stratégique. Pour les Français d'Algérie et de métropole, « l'Algérie c'est la France ».

Le vent de libération anti-coloniale que les Américains apportent, après le débarquement de 1942, et l'importance prise par les musulmans dans l'armée française ont cristallisé le mouvement national algérien qui s'exprime dans la révolte de Sétif, durement réprimée le 8 mai 1945, puis par l'insurrection du FLN le 1<sup>er</sup> novembre 1954. La situation a malgré tout peu évolué avant 1954. Le statut de 1947 qui accorde le droit de vote aux musulmans et le même nombre d'élus qu'aux colons à l'Assemblée algérienne (compétence essentiellement financière) est vidé de son sens par le gouverneur général NAEGELEN qui truque les élections d'avril 1948. Une nouvelle génération d'indépendantistes (Mohamed BOUDIAF, Mohamed BEN BELLA, Houari BOUMEDIENE) rompt avec l'attentisme de la génération précédente (Messali HADJ, Ferhat ABBAS) et crée le **FLN qui réclame la restauration de l'autorité de l'Etat algérien**. Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, une trentaine d'attentat relance la crise.

Le gouvernement français réagit avec autorité, ce qui attise le processus d'insurrection. En **1955, le FLN progresse dans les campagnes. Les attentats terroristes et la guérilla provoquent l'envoi du contingent en 1956 et l'octroi de pouvoirs spéciaux à l'armée** par le gouvernement de Guy Mollet, qui intensifie le conflit : ratissage, torture, exécutions sommaires. Cependant, la France nie la guerre et s'obstine à parler de « pacification » pendant que l'opinion publique commence à remettre en question la légitimité du conflit. Elu en 1956 sur un programme de paix, G.MOLLET essaie d'imposer le réformateur CATROUX favorable aux réformes, mais les Européens d'Alger l'accueillent par des jets de tomates le 6 février 1956. Bouleversé, Mollet remplace Catroux pour un gouverneur général énergique, Robert LACOSTE et se rallie au triptyque « cessez-le-feu, élections, négociations ». Comme le FLN refuse tout arrêt des combats qui ne déboucherait pas sur l'indépendance, Guy Mollet décide l'envoi du contingent ( dès 1957 il y a 900 000 hommes en Algérie) et allonge la durée du service militaire à 30 mois. Malgré les protestations internationales, l'Etat couvre le détournement de l'avion marocain transportant BEN BELLA en octobre 1956, et déclenche l'opération de Suez pour priver les Algériens du soutien de Nasser. **Devant la recrudescence des attentats aveugles à Alger, Mollet confie la pacification de la ville aux parachutistes du général MASSU** (bataille d'Alger) : entre janvier et septembre 1957, l'organisation du FLN est démantelée et sa force militaire très amoindrie. Mais l'opinion s'émeut lorsqu'elle est informée de l'usage de la torture.

**L'année 1958 est un tournant : le ralliement des modérés derrière Abbas** accroît l'audience du FLN qui reconstitue son potentiel avec l'aide des pays arabes. La guerre s'internationalise lorsque le bombardement du village tunisien de Sakhiet Sidi Youssef où se trouvait un camp du FLN, le 8 février 1958, amène les Etats-Unis et la Grande Bretagne à imposer une mission de « bons offices ». Jusqu'à la fin de la guerre, la France est mise en accusation tous les ans par le groupe afro-asiatique de l'ONU. La décomposition du régime s'en trouve accélérée ; **en métropole et en Algérie se développe un fort courant activiste. Il rassemble les partisans de l'Algérie française, favorables à un gouvernement fort à Paris.** En métropole cette activisme se limite à quelques mouvements d'extrême droite comme « Jeune nation » mais en Algérie de nombreux Européens rêvent d'un putsch militaire qui renverserait le régime de Paris.< De nombreux officiers de carrière qui de près ou de loin ont vécu la déroute de Dien Bien Phu, partagent le même rêve.

La 4<sup>ème</sup> République, **divisée entre défenseurs de l'Algérie française et partisans des négociations, se révèle impuissante à trouver des solutions**, ce qui provoque **sa chute, au lendemain de l'insurrection d'une partie de l'armée à Alger, le 13 mai 1958.** Ce jour voit l'enterrement de trois jeunes soldats exécutés par le FLN. Une immense manifestation éclate à Alger pour protester contre la nomination du successeur de Mollet, P.PFIMLIN, favorable aux négociations. La foule s'empare du gouvernement général et constitue un comité de salut public dirigé par le général MASSU qui s'en décharge au profit de son supérieur SALAN. Le 15, les gaullistes poussent SALAN à demander le retour de DE GAULLE.

**Rappelé au pouvoir le 1<sup>er</sup> juin 1958, de Gaulle n'a visiblement pas encore d'idée précise sur l'avenir de l'Algérie.** Le 4 juin il lance aux Algérois « je vous ai compris » puis à Mostaganem un

« vive l'Algérie française ». En octobre il propose au FLN la « paix des braves » (arrêt des combats sans négociation politique préalable). Le FLN refuse, intensifie les attentats et sur le modèle de la France libre fonde le GPRA présidé par ABBAS. Sur le terrain le « plan Challe » organise le quadrillage systématique du territoire et le regroupement des paysans dans les villages nouveaux pour les soustraire à l'influence du FLN dont les bastions de l'Aurès et de Kabylie sont attaqués.

**Le discours sur l'autodétermination du 16 septembre 1959 montre un net infléchissement de la politique gaullienne : l'Algérie aura le choix entre l'intégration à la France, l'indépendance totale, et l'association** (autonomie interne en association avec la métropole). Le GPRA accepte le principe d'autodétermination mais refuse le cessez-le-feu. Les pieds noirs considèrent l'autodétermination comme un abandon et accusent de Gaulle de trahison. Du 24 janvier au 1<sup>er</sup> février 1960, ils se soulèvent à Alger mais l'armée reste loyale, c'est la « semaine des barricades ». **Il admet donc peu à peu l'idée de l'indépendance** et s'appuie sur des référendums populaires, car l'opinion publique est lasse de la guerre. Les intellectuels prennent fait et cause contre cette sale guerre, comme SARTRE et VIDAL NAQUET. Des réseaux de « porteurs de valises » comme le « réseau Janseon » transportent armes et argent pour le FLN. C'est dans ce climat que le **8 janvier 1961 75% des Français se prononcent par référendum pour l'autodétermination**. Mais sa politique provoque des réactions violentes chez les partisans de l'Algérie française avec la tentative de **putsch des généraux en 1961** (Challe, Salan, Jouhaud, Zeller, soutenus par les parachutistes se rendent maîtres d'Alger mais le contingent reste fidèle à De Gaulle. Ce dernier dénonce à la télévision le « quarteron des généraux en retraite » et le putsch échoue lorsque de Gaulle recourt à l'article 16 de la constitution) et la **création de l'OAS** (organisation armée secrète rassemblant des officiers rebelles comme SALAN et JOUHAUD et des personnalités politiques comme SOUSTELLE et BIDAULT). Malgré l'engrenage de la violence, les attentats multiples en France (Petit Clamart contre De Gaulle) ou en Algérie, l'indépendance se profile. Les partisans de cette indépendance manifestent parfois dramatiquement ( 8 morts au métro Charonne le 8 février 1962). **L'Algérie accède à l'indépendance, lors des accords d'Evian, le 22 mars 1962, approuvés par référendum par 90% des Français**. L'OAS multiplie les attentats (fusillade de la rue d'Isly, 46 morts) et pratique la torture et la terre brûlée. Le bilan de cette guerre est terrible, avec entre 200 000 et 300 000 morts dans les deux camps ( 25 000 morts côté français dont 3500 harkis et 150 000 Algériens du FLN au moins), le retour de milliers de pieds-noirs (nom donné aux rapatriés d'Algérie par les Français de métropole) en France et les représailles du FLN contre les harkis ( soldats algériens ayant combattu dans l'armée française comme auxiliaires de statut civil ou militaires, au nombre de 180 000 hommes). En 1962, entre 90 000 et 150 000 d'entre eux se réfugient en France pour éviter ces représailles. Cette guerre pèse encore lourdement dans la mémoire collective et les relations des deux pays.

### **L'Afrique noire : du consensus aux affrontements.**

L'indépendance de l'Afrique subsaharienne est retardée par le manque de cadres autonomes. Le congrès panafricain de Manchester avait exigé pour l'Afrique noire l'autonomie et l'indépendance.

On peut dire avec R.Rémond que « le mouvement de décolonisation a progressé du nord vers le sud pour s'arrêter au seuil de l'Afrique du sud » (apartheid en 1948).

**Concernant les colonies britanniques** : le Royaume-Uni organise le **processus par paliers**, au **cas par cas**, en accordant d'abord l'autonomie interne, puis l'indépendance totale à ses colonies. La Gold Coast, devenue Ghana, est le 1<sup>er</sup> pays reconnu indépendant en 1957. Sa décolonisation progressive sert de symbole. Dans les années 1960, les colonies britanniques d'Afrique occidentale (Nigeria, Sierra Leone, Gambie) et orientale (Ouganda) accèdent à une indépendance négociée, malgré les rivalités interethniques. La décolonisation est plus douloureuse au Kenya (1963) et en Zambie (1964). En Rhodésie du sud, le Premier Ministre Ian SMITH proclame unilatéralement l'indépendance en 1965, et installe un régime semblable à l'apartheid. Londres et la communauté internationale refusent d'avaliser la sanction. Au Kenya, la Kenya African Union (KAU) de KENYATTA réclame le droit des autochtones à récupérer leurs terres dès 1944. En 1952 les Britanniques doivent écraser la révolte des Mau Mau qui attaquaient les Européens, mais après l'émancipation du Ghana, Londres accepte de négocier. L'indépendance intervient en 1963, Kenyatta devient le chef de l'Etat.

**Concernant les colonies françaises** : l'Afrique noire francophone bénéficie d'une **décolonisation concertée**, grâce à l'action de Léopold Sédar SENGHOR pour le Sénégal et Félix HOUPHOUËT BOIGNY pour la Côte d'Ivoire. En **1956, la loi-cadre Defferre** ( ministre de la France d'outre-mer ; elle accorde une large autonomie de gestion avec des assemblées élues au suffrage universel et un exécutif africain encore présidé par le gouverneur colonial en Afrique noire. Senghor et Houphouët Boigny ont participé à l'écriture de cette loi) **permet un transfert progressif de souveraineté et met en place une politique africaine démocratique**. En 1958, De Gaulle, qui veut achever sereinement la décolonisation, propose l'instauration de la Communauté française (ensemble créé par la constitution française de 1958 remplaçant l'Union française. Elle associe la République française et ses territoires extra-métropolitains en leur reconnaissant le droit à l'indépendance), qui organise l'autonomie interne par référendum. En 1960, tous les Etats africains acceptent d'y participer, à l'exception de la Guinée de Sékou TOURE. Ces nouveaux Etats maintiennent des relations privilégiées avec la France.

**L'indépendance du Congo belge se fait de façon plus chaotique** : cette volonté d'indépendance a été réveillée par les indépendances des colonies britanniques. Après d'importantes émeutes à Léopoldville, en janvier 1959, l'indépendance est proclamée le 30 juin 1960. Mais le gouvernement belge n'a pas tenu compte des rivalités ethniques et laisse le pays livré à lui-même. La guerre civile éclate dès le 8 juillet : elle oppose le Président KASAVUBU, chef de l'ethnie dominante Bakongo et Président du parti Abako qui est favorable à un Etat fédéral où chaque ethnie aurait son indépendance, et le chef du parti national congolais Patrice LUMUMBA influencé par le marxisme et qui veut un Etat unitaire. Profitant de l'anarchie, la Compagnie minière du Haut Katanga qui exploite les mines de cuivre, d'uranium et de diamants soutient la sécession katangaise dirigée par Moïse TSCHOMBE et finance une petite armée de mercenaires. La situation géographique et la richesse du



pays expliquent l'internationalisation du conflit : pour réduire le Katanga, LUMUMBA a recours à l'Union soviétique, KASAVUBU demande l'intervention de l'ONU. L'ONU échoue à rétablir l'ordre. Après la mort de LUMUBA abattu par les Katangais en janvier 1961, les Nations Unies déploient 20 000 casques bleus entre 1961 et 1963 pour restaurer l'unité. Il faut attendre que le général MOBUTU s'empare du pouvoir par un coup d'Etat en 1965, et instaure une dictature, pour retrouver un certain « ordre ».

**L'Afrique australe clôt ce processus d'indépendance** : en Rhodésie en en Afrique du sud, la politique d'apartheid entraîne des affrontements entre la population noire et les minorités blanches. L'Afrique du sud ne résout qu'en 1991 le problème colonial, en mettant fin à l'apartheid et en permettant les premières élections multiraciales qui portent au pouvoir Nelson MANDELA, vieux militant de l'ANC (Congrès National Africain).

**Concernant les colonies portugaises** : premier colonisateur au 15<sup>ème</sup> siècle, le Portugal est également le dernier à quitter l'Afrique. Témoins de sa grandeur passée, les colonies de l'Afrique portugaise (Mozambique, Angola, Guinée Bissau, îles du Cap Vert) sont considérées par le Portugal comme partie du territoire national. L'armée résiste assez bien aux mouvements nationalistes, soutenus par l'URSS (FRELIMO au Mozambique, UNITA et FLNA en Angola). Mais le pays s'épuise et la « révolution des oeilletons » met fin le 25 avril 1974 à la fois à la dictature et aux guerres coloniales. Devenus indépendants, les anciens territoires sont pris entre les deux blocs et connaissent la guerre civile jusqu'au début des années 1990.

Cette marche vers l'indépendance des Etats africains n'a pas été facile, il a fallu négocier ou imposer les processus d'émancipation. La question est maintenant d'affirmer cette liberté dans le contexte miné de la guerre froide et des héritages de la colonisation.

Ce qui saute aux yeux, c'est que cette décolonisation n'a pas remis en cause le tracé frontalier : les reconstructions territoriales se sont effectuées dans le cadre des anciennes frontières, y retoucher fut trop explosif. La stabilité n'a pu s'installer que dans les aires géographiques où des cadres avaient été formés.

### **3-Peut-on parler d'un modèle anglais pacifique à opposer à un modèle français belliqueux ?**

Les Anglais ont **tôt compris la nécessité d'associer les indigènes** au gouvernement local. Leurs difficultés en Inde à l'occasion de la guerre des Cipayes (1857) les pousse à tenir compte des cultures locales. **Néanmoins ils n'évitent pas les heurts** lorsqu'ils refusent, pour protéger leurs intérêts de quitter la Malaisie, ou lorsqu'ils décident de réprimer dans le sang la révolte des Mau Mau au Kenya.

La **France peine à abandonner ses colonies** : l'enjeu de la grandeur nationale pousse le gouvernement à jouer la carte de l'intransigeance, et ce malgré le discours de Brazzaville de De Gaulle. Les émeutes nationalistes et indépendantistes des années d'après guerre sont matées dans le sang, à Sétif (1945) puis Madagascar ( 1947). La France vient sans le savoir de perdre dix à vingt

ans dans la course à la décolonisation. Les pouvoirs publics semblent alors marqués par une étonnante cécité : ils continuent à investir massivement dans leurs colonies alors que toutes les autres puissances coloniales se sont lancées dans de nouvelles aventures. Les violences n'ont cessé de croître, menant à deux terribles guerres perdues par la métropole : l'Indochine ( 1954-1958) et l'Algérie (1954-1962). **Ces guerres coloniales influencent largement la politique intérieure**, puisqu'elles coulent la 4<sup>ème</sup> République et précipitent le retour de De Gaulle contraint un temps à une « traversée du désert ».

### **III-DANS QUELLE MESURE LE TIERS MONDE S’AFFIRME-T-IL A CETTE PERIODE ?**

#### **1-Comment est né le Tiers Monde et comment passe-t-il au premier plan sur la scène internationale ?**

Le terme de Tiers Monde est apparu en 1952 sous la plume d'Alfred Sauvy dans un article de l'Observateur. Il rassemble des pays, issus pour la plupart de la décolonisation, qui ont cherché à délivrer un message politique nouveau. L'hétérogénéité de ce groupe, sur les plans politiques et économiques, a finalement contrarié les tentatives d'organisation et empêché la réduction du fossé nord –sud. **Les indépendances ont donc donné naissance à des Etats qui ont en commun leur passé colonial et d'insolubles problèmes de développement. Comme le tiers état dans l'Ancien Régime, le Tiers Monde n'est rien et demande à devenir quelque chose. Durant ¼ de siècle, les pays du sud ont cherché à affirmer leur unité politique afin d'imposer par la loi du nombre un « Nouvel ordre économique mondial ». Mais la crise économique et la crise de la dette, en aggravant les disparités entre les différents continents, ont conduit à son éclatement.**

La conférence de Bandoung (manuel doc 2 page 134)

**1 )Pourquoi peut-on dire que la conférence de Bandoung est un tournant dans les relations internationales ?** autodétermination (//ONU) + condamnation du racisme et promotion de l'idée d'égalité + constat de la lente et difficile reconquête des droits qui s'engage.

**2)Quel est le nouveau foyer de tension extrême dans ce tiers monde et pourquoi ?** le Moyen orient (pb de Suez et de la Palestine).

Le Tiers Monde se présente comme un nouveau bloc : dans un premier temps, il est constitué des Etats d'Asie puis de ceux de l'Afrique, au fur et à mesure que ceux-ci accèdent à l'indépendance. A partir des années 1960, ils sont rejoints par les Etats d'Amérique latine qui, bien qu'indépendants depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, présentent des caractères communs avec eux. **Tous ces pays se refusent à constituer un nouveau bloc, mais n'en expriment pas moins des aspirations politiques nouvelles.** Ces revendications sont d'abord **politiques** : nouvellement indépendants, ces Etats font

leur entrée aux Nations Unies, ce qui leur apparaît comme une première tribune d'expression. Cependant, exclus du pouvoir de décision, ils recherchent des modes d'expression plus efficaces. La conférence réunie à Bandung, en Indonésie, en avril 1955, à l'initiative de grandes figures comme Ahmed SOEKARNO (ou Sukarno) ou Jawaharlal NEHRU, traduit le désir de voir naître un monde plus juste et plus solidaire. Cette conférence débouche sur la création du mouvement des non-alignés rassemblant les pays qui refusaient la logique des blocs nés de la guerre froide. Cette conférence a réuni 29 pays d'Asie et d'Afrique du 18 au 24 avril : elle **naît du sentiment anti-colonial et d'inquiétudes politiques particulières suscitées par la guerre froide et l'attitude de la Chine communiste** dont les pays d'Asie redoutent les menées subversives favorisées par la présence sur leur sol de 10M de Chinois d'outre-mer. Ils rejettent aussi l'impérialisme occidental et américain, c'est pourquoi l'Amérique latine, Israël et l'Afrique du sud ne sont pas invités : les **personnalités NENHRU, ZU EN LAÏ, NASSER et SOEKARNO** dominent les travaux où trois tendances s'opposent : les pays pro-occidentaux (Pakistan, Turquie), les Pro-Soviétiques (Chine, Vietnam du nord) et les non-engagés ( Inde, Egypte) qui condamnent la logique des blocs et se prononcent pour le neutralisme. L'unanimité se fait contre le racisme et le colonialisme en Afrique et en faveur d'une coopération économique mondiale pour le développement. Cependant, la **résolution finale en dix points reste très vague**. La conférence est plus importante pour le symbole que pour ses résultats réels : les peuples de couleur prennent conscience de leur dignité et affirment leur solidarité, l'esprit de Bandung devient une référence. C'est aussi le temps des premières victoires : la reconnaissance de nombreux intellectuels occidentaux, la victoire de Nasser à Suez...

**Les enjeux du non-alignement.** (manuel, documents 1 et 2 page 143 et 10 page 151 )

### **Doc 1 et 2 page 143.**

**1-Comment les nouveaux pays décolonisés se positionnent-ils dans la guerre froide ?** volonté de n'être aligné sur aucune doctrine, de n'appartenir à aucun des deux camps de ces superpuissances.

**2-Quelles sont les premières dissensions ?** Castro veut s'aligner sur les communistes contre l'avis général ( absence d'unité)

### **Doc 10 page 151 :**

**3-Comment les non alignés envisagent-ils leur place dans le nouvel ordre mondial ?**

- maîtrise des ressources fossiles et capacité à eux mêmes en fixer les prix (cf OPEP)
- politique d'association régionale : pour renforcer leur coopération sur des points précis.
- sortir de la logique de l'assistanat qui compter à l'exploitation, apprendre à « compter sur soi »
- développer l'ouverture à l'autre.

Dans les années 1970 le « non-alignement » évolue : en juillet 1956 à Brioni ( Yougoslavie) Nehru, **NASSER et TITO fixent les principes du neutralisme actif** qui rejettent l'adhésion à l'un ou l'autre bloc et le néocolonialisme. Les pays non alignés se réunissent pour la première fois à Belgrade en septembre 1961. La conférence rassemble 25 Etats sous la présidence de trois leaders de Brioni. Les

principes du « neutralisme » actif y sont adoptés mais avec l'achèvement de la décolonisation et la Détente les questions politiques passent au second plan et les problèmes de développement deviennent prioritaires. Le mouvement s'élargit très vite à l'ensemble du tiers monde (environ 100 pays à la Conférence de Belgrade de 1989.) Le non alignement n'est pas exempt de contradictions : affichant une volonté d'équilibre entre les 2 grands, il se divise en fait entre pro-occidentaux (Pakistan) et pro-soviétiques (Cuba, Algérie) qui défendent en 1973 l'idée d'une solidarité entre le bloc socialiste et le tiers monde contre l'impérialisme de l'Occident.

**L'affirmation politique du tiers monde passe aussi par la multiplication d'organisations régionales** destinées à s'affranchir des frontières artificielles héritées de la colonisation. Ligue arabe prônant le panarabisme en 1945, Organisation de l'unité africaine en 1963 (OUA rassemblant près de 30 Etats nouvellement indépendants) , association des nations unies d'Asie du sud est en 1967 (ASEAN). L'organisation la plus originale reste cependant l'OPEP. Cette organisation des pays exportateurs de pétrole a vu le jour en 1960 : elle est à l'origine des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. La manne financière qui en est résultée a permis à ces pays de se lancer dans de très ambitieux programmes de développement. A partir de 1985, le contre-choc pétrolier a cependant considérablement diminué leurs revenus. Un grand nombre de pays ont alors connu de grosses difficultés, sur fond de division interne au sein de l'organisation sur la stratégie à définir). Fondée à l'initiative du Venezuela, les membres les plus importants sont les pays du Golfe Persique comme l'Arabie saoudite. Elle exprime la volonté de maîtriser les cours et le prix du pétrole, devenu la principale ressource énergétique. Au plan international l'ONU et ses organisations annexes restent leur enceinte privilégiée. Le Tiers Monde y dispose de la majorité et constitue le « groupe des 77 » (aujourd'hui 131) depuis le début des années 1960.

### **L'évolution de la situation économique des pays du Tiers Monde.**

Pour le Tiers Monde, **l'unité politique est un moyen pour imposer des relations économiques plus équilibrées.** Durant les années 1960, le développement du Tiers Monde a pris du retard malgré d'ambitieuses politiques de développement économique : les stratégies agricoles s'appuient sur des réformes agraires (en Corée, en Tunisie) ou sur la « révolution verte » (recours aux engrais, utilisation de variétés de céréales à haut rendement, surtout en Asie pour le riz), qui donnent la priorité à des cultures vivrières ( riz en Chine et en Thaïlande) ou aux cultures d'exportation (café et cacao en Côte d'Ivoire, arachide au Sénégal) qui fournissent des devises indispensables aux importations. Les stratégies industrielles visent à un développement autocentré (Tanzanie) ou protectionnistes (en Amérique latine) ou à l'insertion dans le commerce international (NPIA). Malgré ces politiques le Tiers Monde reste en marge de la croissance : la croissance économique est réelle et forte (5% en moyenne) tout comme la croissance démographique (2,4% / an) mais cette croissance aggrave les déséquilibres entre villes et campagnes. L'urbanisation du Tiers monde est rapide ( X 3 entre 1960 et 1985). Malgré ces évolutions positives, la part des PVD dans les échanges internationaux recule ( on passe de 30 à 18% entre 1960 et 1973). Ces PVD sont très inégaux face au commerce international : les NPIA et le Brésil réalisent en 1973 74% des exportations de produits manufacturés dans le Tiers Monde.

## 2-Comment expliquer ses difficultés, son éclatement et sa marginalisation ?

### Les désaccords idéologiques et leurs traductions politiques :

Les **divisions idéologiques s'exacerbent lors de la conférence de la Havane**, qui entend réunir en 1966 les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. CASTRO prône la révolution comme seul moyen d'émancipation, contre l'avis de puissances modérées. Le Tiers Monde se divise en deux camps opposés, l'un pro-occidental, l'autre pro-communiste : la **guerre froide rattrape les non alignés. Le rêve d'unité est brisé** : le monde se déchire alors dans une multitude de conflits qui secouent l'Asie et l'Afrique à partir du milieu des années 1970.

Désireux d'établir une cohésion entre ses membres, le **mouvement des non alignés ne peut empêcher de multiples conflits** : entre l'Inde et le Pakistan, entre la Somalie et l'Ethiopie, entre Iran et Irak. A la fin des années 1970, le non-alignement traverse une crise d'identité que le retour vers le neutralisme à partir de 1983 permet de dissimuler tant bien que mal.

La **crise des années 1970, qui frappe de façon très irrégulière les pays du Tiers Monde, porte un coup fatal aux espoirs d'unification**. Les pays de l'OPEP connaissent un fabuleux enrichissement lié aux chocs pétroliers. Les pays de l'arc asiatique (NPI ) entraînés par le Japon bénéficient des délocalisations industrielles et connaissent également une forte croissance économique. A l'inverse, un grand nombre de pays qui tirent l'essentiel de leurs ressources de l'exportation de matières premières, agricoles et minérales, s'enfoncent dans la pauvreté. Ils constituent les PMA, pays les moins avancés (PIB annuel < 500 \$ / an, contribution de l'industrie au PNB < 10% et taux d'alphabétisation < 20%. 47 pays sont classés dans cette catégorie en 1996).

Dans de **nombreux cas, une fois l'indépendance acquise, les régimes politiques émergents se transforment en dictatures**. Les conflits liés à l'absence de cohésion nationale ou à la remise en cause des frontières héritées de la colonisation sont à l'origine d'un surarmement coûteux qui aggravent les difficultés structurelles. Dans certains cas la « solution » a consisté en un rejet du modèle occidental. Le monde arabo-islamique est ainsi travaillé par l'essor de l'islamisme qui en Iran parvient à accéder au pouvoir en 1979 avec l'ayatollah Khomeiny.

**Après 1985, la pacification des rapports est-ouest rend le non-alignement presque désuet**. A cette époque en plus, des guerres opposent les membres de ce groupe des non-alignés : ex Iran- Irak (1980-88). La dernière décennie du siècle, qui clôt la colonisation (avec l'indépendance de la Namibie en 1991, la rétrocession de Hong Kong à la Chine le 1<sup>er</sup> juillet 1997, le retour de Macao à l'Inde en 1999 et la restitution de Panama par les Etats-Unis à la veille de l'an 2000) achève d'ôter toute substance à ce mouvement des non-alignés. Mais des guerres éclatent aussi à cause de cette multipolarisation du monde consécutive à la chute du bloc de l'est : en Angola, éclosion d'une lutte armée anticomuniste menée par les membres de l'UNITA, commencée dès 1975 et achevée à la mort de leur leader Jonas Savimbi en 2002.

D'une manière générale, depuis la fin des années 1970, le **Tiers Monde est la principale zone de conflits à cause des rivalités internes à ces pays**. Des luttes intra-étatiques sous la forme de guerre civile d'une part : guerre du Biafra au Nigéria en 1966-1970, Kurdes au Proche Orient, Sikhs en

Inde, Tamouls au Sri Lanka, Liban de 1975 à 1990, FARC en Colombie. Les luttes interétatiques d'autre part : entre la Somalie et l'Ethiopie en Ogaden (1977-78), entre la Libye et le Tchad qui ne veut pas voir le nord du pays lui échapper. Ils sont plus rares en Amérique latine : le seul conflit grave fut la guerre des Malouines en 1982 mais c'est un conflit nord sud entre Argentine et Grande Bretagne.

### **La crise s'explique aussi par les caractères économiques spécifiques à ces pays.**

Repartir des 3 caricatures de Plantu étudiées dans le chapitre sur la mondialisation

Leurs maux s'aggravent petit à petit : la **situation est aggravée par la structure des économies en développement** ; hypertrophie du tertiaire non productif (administration, armée) au détriment de l'industrie d'équipement et du tertiaire marchand. Les efforts faits pour lutter contre le sous-développement sont contrariés par l'explosion démographique qui affecte les pays les plus pauvres. L'absence de capitaux et la dépendance technologique sont à l'origine d'un fort endettement alors que la pénurie de cadres est un frein à la mise en œuvre des programmes de développement. Le **Tiers Monde a très tôt pris conscience de la volonté des ex-métropoles de les maintenir dans une situation de dépendance économique**, un néo-colonialisme. Ils dénoncent logiquement la division internationale qui les spécialise dans les domaines où ils disposent de fortes potentialités : au Tiers Monde revient la production de matières premières et de biens à faible valeur ajoutée (café au Burundi, cacao au Kenya, cuivre en Zambie). Aux pays du nord les biens industriels... Pour remédier à cet **échange inégal** que les pays du sud cherchent à mieux maîtriser les marchés et les prix des matières premières en créant des cartels de producteurs. L'OPEP répond à cette logique : elle se forme en 1960 à Bagdad autour de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de l'Irak, de l'Iran, du Venezuela, pour contrecarrer l'influence des compagnies pétrolières occidentales. Par adhésions successives, 13 pays contrôlent 55% de la production et 90% des exportations mondiales en 1973. La **guerre du Kippour fait du pétrole une arme économique et les pays de l'OPEP s'entendent pour maintenir des prix élevés**. Sur ce modèle d'autres ententes voient le jour : le cartel des phosphates autour du Maroc et de la Tunisie, le CIPEC pour le cuivre autour du Chili, du Pérou, du Zaïre et de la Zambie en 1967, le groupe de Bogota pour le café. Ils se heurtent aux firmes transnationales dont le poids est parfois tel qu'elles peuvent contrôler tout un secteur de l'économie ( ex United Fruit au Salvador) ou influencer sur la politique intérieure de ces PVD ( ITT contribue à la chute d'Allende au Chili en 1973). Les pays du Tiers Monde cherchent à obtenir le contrôle de leurs ressources nationales mais cela peut déclencher l'intervention des grandes puissances (renversement du premier ministre iranien MOSSADEGH qui avait nationalisé l'Anglo Iranian Oil en 1951, intervention franco-britannique à Suez en 1956, c'est aussi une des dimensions de la guerre du Golfe en 1990.)

**L'aide internationale montre également ses limites : cette aide est au départ sollicitée par les pays du Tiers Monde** qui réclament plus de justice et un nouvel ordre mondial. Sur les 165MM de dollars fournis au titre de l'aide de 1945 à 1970, 90% proviennent des pays occidentaux. Il s'agit d'une aide économique, culturelle, technique, ou financière, qui dépasse rarement 0,5% du pays donateur. Cette aide est bien souvent contraignante. Pour plus des 2/3 cette aide est bilatérale et dépend de l'intérêt stratégique et politique du bénéficiaire, de l'orientation politique de son gouvernement. **L'aide**

**peut aussi aggraver les difficultés internes** d'un pays : les dons de blé ont entraîné une désaffection pour les céréales locales en Afrique et en Asie et créé une nouvelle dépendance, dans certains cas l'aide induit une concurrence déloyale à l'égard des producteurs locaux. L'aide multilatérale garantit une plus grande indépendance aux pays démunis. Elle **transite par les organisations spécialisées de l'ONU** ( FAO : organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'OMS, organisation mondiale de la santé, l'UNESCO). En Afrique elle constitue jusqu'à 10% des ressources de certains PMA. Cette aide fut néanmoins à l'origine du succès (malgré certaines limites) de la révolution verte en Inde. Depuis 1963 le Tiers Monde s'efforce d'obtenir une transformation des mécanismes du commerce international. La question de cette aide aux pays du Tiers Monde a été posée dès 1964 et la création de la **CNUCED** en marge de laquelle se sont constituées des associations de pays en développement comme le groupe des 77. A New Delhi en 1968, elle propose des réductions de droit de douane sur les importations de produits manufacturés. A **Nairobi en 1976, elle propose de stabiliser le cours des matières premières** essentielles grâce à des stocks régulateurs gérés par un Fonds commun. Les conférences qui se sont tenues dans ce cadre n'ont donné aucun résultat probant. Les PVD revendiquent un Nouvel Ordre Economique International (NOEI), laquelle résulte de l'échec de la CNUCED. Le **sommet d'Alger de 1973 marque la volonté des pays producteurs de matières premières de se concerter**. Mais globalement, les **questions de la dette et de l'énergie feront échouer toutes les conférences entre 1977 et 1981**. Des accords sont intervenus dans le cadre de rencontres multilatérales, comme la convention de Lomé, conclue entre la CEE et les pays ACP ( Afrique, Caraïbe, Pacifique) ou bilatérales entre une ancienne colonie et sa métropole. La France, par exemple, a maintenu des liens de coopération très étroits avec un grand nombre de pays d'Afrique noire. Le dialogue nord – sud se heurte cependant aux problèmes structurels, notamment au surendettement. En 1995, la dette du Tiers Monde était estimée à plus de 200MM de dollars, et une cinquantaine de pays étaient considérés en état de surendettement prolongé. Au total, l'aide s'est avérée très insuffisante, et les disparités vont croissant autant entre le nord et le sud qu'entre pays du sud. Par ailleurs, dès 1982 les limites sont visibles : à cette date la Côte d'Ivoire, le Mexique, le Brésil, le Venezuela se déclarent dans l'incapacité de rembourser leurs dettes. Ce coup de tonnerre provoque la fin des prêts bancaires aux PVD. C'est la crise de la dette qui menace un temps d'ébranler le système financier mondial. Le FMI se repositionne et prévoit alors de **programmes d'ajustement structurels** (réduction des déficits budgétaires, lutte contre l'inflation, dévaluations) et rééchelonnent les dettes. Ces décisions ont des conséquences sociales graves, notamment les émeutes de Caracas de 1989. En 1989, le **plan BRADY** ( nom du secrétaire américain au Trésor) prévoit le **rachat de leur dette privée, et pour les plus pauvres une partie de la dette est annulée**. Dans les années 1990, les programmes d'annulation se multiplient, notamment en faveur des pays les plus pauvres ( Toronto en 1991, Cologne en 1996, Doha au Qatar en 2001). Néanmoins les **résultats ne sont pas à la hauteur des attentes** : alors qu'en 1980 l'endettement global du Tiers Monde était de 587MM de dollars, il a presque été X 5 en 2000 ( 2527MM \$), soit 37% de leur PNB. Par ailleurs certains pays du Tiers Monde s'intègrent peu aux marchés financiers internationaux ; c'est à ce moment qu'apparaît la notion de pays émergents. De nouveaux risques se révèlent à travers **la crise des marchés émergents** : le 2 juillet 1997, le bath thaïlandais s'effondre

puis la crise se propage dans l'ensemble des pays d'Asie du Sud Est. Ces pays avaient vu une croissance terrible de la dette extérieure à court terme ( crédits bancaires, investissement de portefeuille). **L'essoufflement de la croissance provoque l'inquiétude des investisseurs internationaux et une poussée de défiance.** Les pressions du FMI déclenchent de violentes réactions nationalistes et anti-occidentales en Malaisie, Indonésie, Corée. Les autres marchés émergents du monde connaissent alors des soubresauts de cette crise, puis la Russie, le Brésil, l'Argentine ( causant la chute du gouvernement) ... Des idées rejaillissent comme celle d'une **taxation des flux financiers** pour limiter les risques ( cf taxe Tobin en 1978).

### **Les difficultés internes à ces pays :**

**L'explosion démographique = handicap :** en 2000, la majeure partie des pays d'Amérique du sud ont achevé leur transition démographique tout comme l'Asie de l'est. La transition entre dans sa dernière phase en Asie du sud et en Afrique du nord. En revanche au Proche Orient et en Afrique sub-saharienne elle est beaucoup moins avancée.

Le mal-développement génère des **déséquilibres écologiques** : la croissance urbaine anarchique provoque des déséquilibres et des pollutions non maîtrisées (Mexico : 20M hab, Saõ Paulo : 17M, New Delhi : 13M), la déforestation appauvrit les sols et favorise les inondations suivies de glissements de terrains ( 50 000 morts au Venezuela et 500 000 sans-abris en 1999). Ces problèmes environnementaux sont un nouvel enjeu des conférences internationales et des rapports nord-sud. En 1989 au sommet des non-alignés de Belgrade et la même année à la Convention de Lomé IV, un volet important de leurs travaux y est consacré. En revanche le sommet de la terre à Rio en 1992 s'est achevé sur un relatif échec devant l'intransigeance des Etats-Unis. Mais au sein des pays pauvres les programmes de lutte contre la pollution peuvent avoir pour la population des conséquences dramatiques : en Inde en 1999, le gouvernement indien décide de fermer 50 000 PME polluantes situées au cœur de New Delhi, ce qui entraîne le licenciement de 600 000 personnes car les zones industrielles périphériques ne sont pas encore opérationnelles.

En plus, on assiste généralement dans ces pays à une **crise des modèles de développement d'inspiration marxiste.** Exemple de la Chine de Deng Xiapoing qui rompt avec le développement socialiste imposé par Mao en adoptant le programme des 4 modernisations : décollectivisation de l'agriculture, ouverture aux investissements étrangers dans le cadre de zones franches, des zones économiques spéciales, créations de petites entreprises consacrées aux biens de consommation courants, ...Ce qui permet à la Chine de devenir la première puissance du monde en développement.

### **Certains Etats prétendent devenir des puissances régionales :**

- au Moyen Orient, la Syrie d'Hafez el Hassad (présente au Liban depuis 1989)
- l'Irak et l'Iran, en guerre de 1980 à 1988
- la Libye de Khadafi
- Cuba de Castro



Pour ces pays la **course aux armements** s'accroît, le budget militaire est souvent supérieur à 10% du PNB contre 5% dans les pays développés. Il est paradoxal de constater que les vraies puissances émergentes du Tiers Monde, Afrique du sud, Brésil, Argentine, ont renoncé à l'arme nucléaire au début des années 1990. Mais tous ces Etats possèdent des armes de plus en plus sophistiquées (chimiques, courte et moyenne portée,...).

**Le Tiers Monde se retrouve face à lui même, dépendant, et découvre que le développement ne peut passer que par l'intégration au système économique et politique mondial.**